

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE
PRESTATION INTELLECTUELLE**

(articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R 2123-7 du Code de la commande publique)

**DIAGNOSTICS DE REDUCTION DE LA
VULNERABILITE : HABITATIONS,
BATIMENTS PUBLICS ET ENTREPRISES**

Bassin versant Tarn aval (12-81-31)

REGLEMENT DE CONSULTATION

MAITRE D'OUVRAGE :

Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval
Abbaye St-Michel 81600 GAILLAC
05.63.41.30.90
secretariat@tarnaval.fr – 05.63.41.30.90

SUIVI TECHNIQUE DU DOSSIER :

Julie Rico
Chargée de mission inondations et risques naturels
inondation@tarnaval.fr – 06.40.49.82.58

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le vendredi 5 juin 2026 à 12h00

TABLE DES MATIERES

1.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1.	Procédure.....	4
2.2.	Décomposition en lots	4
2.3.	Décomposition en tranches	4
2.4.	Forme juridique de l'attribution	4
2.5.	Modification de détail au dossier de consultation	4
2.6.	Retrait du dossier de consultation.....	4
3.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
3.1.	Langue de rédaction et unité monétaire.....	5
3.2.	Documents fournis aux candidats	5
3.3.	Documents à produire pour la candidature	5
3.4.	Documents à produire pour l'offre	6
4.	CONDITION D'ENVOI DES PLIS	6
5.	DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	6
6.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
6.1.	Délai minimum de validité de l'offre	7
6.2.	Ouverture des plis	7
6.3.	Jugement des offres et critères d'attribution	7
7.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché porte sur la réalisation de diagnostics de vulnérabilité pour des habitations, des bâtiments publics et des entreprises, sur le bassin versant Tarn aval, pour le compte du Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval (SMBVTAv).

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée avec mise en concurrence et publicité libre conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R 2123-7 du Code de la commande publique.

2.2. Décomposition en lots

Conformément à l'article R 2113-2 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti. En effet, les prestations reposant sur une méthodologie commune, l'objet de ce marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.3. Décomposition en tranches

Le présent marché est composé d'une unique tranche ferme.

2.4. Forme juridique de l'attribution

Le marché sera conclu :

- Soit avec un entrepreneur unique ;
- Soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Chaque candidat ne pourra remettre qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement. Le soumissionnaire, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres et coordonne les prestations du groupement.

2.5. Modification de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite de remise des offres est reportée durant la phase de consultation, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6. Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être téléchargé sur le site internet du Syndicat à l'adresse suivante : <https://www.tarn-aval.com/pages/bibliotheque/marches-publics.html> .

3. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1. Langue de rédaction et unité monétaire

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

3.2. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- L'acte d'engagement du prestataire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et du Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

3.3. Documents à produire pour la candidature

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat) et DC4 (déclaration de sous-traitance) le cas échéant. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Les candidats peuvent également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le candidat devra obligatoirement préciser ses moyens techniques, informatiques, matériels et humains pour la réalisation de la prestation. Il présentera ses références en matière de prestations et de méthodologies semblables à l'objet du marché. Il produira toutes références qu'il jugera utile, en particulier, les titres de prestations et/ou l'expérience professionnelle des chargés de mission affectés à la réalisation des prestations objet du marché.

Attention ! En cas de groupement d'entreprises (co-traitance) ou de sous-traitance d'une partie des prestations, il est impératif de joindre les renseignements, attestations, certificats et références demandés ci-dessus pour chacune des entreprises membres du groupement ou pour chaque sous-traitant.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai de six jours à compter de la demande qui lui en sera faite par la personne publique, les certificats et attestations suivantes :

- DC6 (lutte contre le travail dissimulé) ;
- DC7 (certificats fiscaux et sociaux) ;
- Attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;

- Justificatif précisant le n° d'enregistrement au registre des métiers ou autre organisme équivalent (exemple : imprimé K-Bis).

3.4. Documents à produire pour l'offre

L'offre contient obligatoirement :

- L'acte d'engagement contenant l'offre de prix du candidat. Il doit être complété, daté et signé ;
- Le CCAP à accepter sans modification, à signer et à parapher à chaque page ;
- Le CCTP à accepter sans modification, à signer et à parapher à chaque page ;
- Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire complété, (DPGF), du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et du Détail Quantitatif Estimatif (DQE), daté et signé ;
- Un mémoire technique, démontrant une bonne compréhension de la demande, présentant la méthode de travail envisagée, les outils et les ressources mobilisés, décrivant les choix opérés, l'articulation entre les différentes phases, les modalités d'interventions et d'échanges au cours du marché. Cette note méthodologique devra être conforme au présent cahier des charges,
- Les noms, qualités et CV de chacun des membres de l'équipe à même d'intervenir dans le cadre du marché,
- Une liste de références déjà réalisées dans des domaines similaires,
- Un planning de réalisation

Attention ! L'absence d'un document ou d'une signature pourra constituer un motif de rejet.

4. CONDITION D'ENVOI DES PLIS

Les candidats transmettent leur candidatures et offres par **voie électronique** aux adresses mail suivantes : inondation@tarnaval.fr et secretariat@tarnaval.fr .

Si la taille des documents est trop volumineuse pour être jointe au mail, il peut être utilisé un lien de téléchargement de type wetransfer, grosfichiers, etc.

5. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, à savoir le :

Le vendredi 5 juin 2026 à 12h

Chaque transmission fera l'objet d'un accusé de réception électronique faisant foi, envoyé par le Syndicat Tarn aval, une fois les fichiers de la candidature bien réceptionnés. Le candidat confirmera avoir bien reçu l'accusé de réception du maître d'ouvrage.

6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1. Délai minimum de validité de l'offre

Le délai de validité des propositions est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions à l'article 3.5 du présent règlement.

6.2. Ouverture des plis

Le maître d'ouvrage examine la recevabilité de la candidature.

Il éliminera en premier lieu les offres qui ne présentent pas les garanties financières, techniques et professionnelles suffisantes. Il en sera fait de même pour les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation.

Si aucun problème n'est trouvé, le pouvoir adjudicateur procède à l'analyse des offres correspondantes.

6.3. Jugement des offres et critères d'attribution

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-9 et R. 2152-1 à R. 2152-13 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le maître d'ouvrage choisira l'offre la plus avantageuse conformément aux critères pondérés suivants :

CRITERES	PONDERATION
Valeur technique	60 points
Adéquation des moyens humains et des références	10 points
Qualité de la méthodologie, de l'organisation et du suivi de projet	20 points
Qualité des livrables et valeur ajoutée opérationnelle	25 points
Cohérence du planning prévisionnel	5 points
Prix de l'offre	40 points
Prix de l'offre selon la méthode de calcul suivante : Note = $40 \times (P_{\min}/P)$ Avec P_{\min} le prix de l'offre la plus basse (offres anormalement basses exclues) et P le prix de l'offre considérée.	40 points
Note globale	100 points

Après examen de l'ensemble des offres, des auditions et/ou des négociations pourront être engagées avec les candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront tenus informés.

En cas de différence constaté entre le montant indiqué sur l'acte d'engagement et sur le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, le montant de l'acte d'engagement prévaut. C'est celui-ci qui sera retenu pour le jugement des offres. S'il est retenu, le candidat sera tenu de mettre en concordance sa décomposition sous peine du rejet de son offre.

7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats peuvent s'adresser au :

Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval
Julie RICO, chargée de mission inondation
05 63 41 30 90 – 06 40 49 82 58
inondation@tarnaval.fr